



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3679

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. François Rochebloine, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. François Rochebloine. J'associe à ma question notre collègue Thierry Benoit, à qui nous souhaitons un prompt rétablissement.

M. Philippe Folliot. Très bien !

M. François Rochebloine. Je sais qu'il va très bien et qu'il nous regarde cet après-midi.

Monsieur le Premier ministre, M. le ministre de l'agriculture a affirmé, ce matin, qu'il devait désormais « convaincre les libéraux de la nécessité de réguler ». Avec la venue au salon de l'agriculture du commissaire européen Phil Hogan, il aura donc tout à l'heure l'opportunité de révéler tous ses talents de persuasion – mal exploités jusqu'à présent, malheureusement.

Nos agriculteurs doivent en effet bénéficier de prix rémunérateurs. Malheureusement, depuis le début de la crise agricole, de nombreux acteurs de la chaîne alimentaire ne jouent pas le jeu de la responsabilisation, cachés derrière le poids de décisions publiques parfois lourdes de conséquences.

M. Philippe Vigier. C'est vrai !

M. François Rochebloine. Alors oui, monsieur le Premier ministre, la suppression des quotas laitiers a été mal anticipée. Mais, plutôt que de se dissimuler inlassablement derrière l'argument désormais bien connu du « C'est pas ma faute ! », vous avez les moyens d'agir.

M. Philippe Vigier. Très bien !

M. François Rochebloine. La suppression des quotas laitiers profite aujourd'hui à de nombreux industriels, peu scrupuleux, qui n'hésitent pas, eux, à s'entendre sur les prix ! Ce sont eux qu'il faut responsabiliser car ils ont, en grande partie, remodelé notre agriculture, l'entraînant dans une crise désormais durable.

Le producteur ne doit pas être l'unique variable d'ajustement dans ce système : il doit au contraire, monsieur le ministre, en être le cœur. Mais comment peut-il encore se faire une place dans un marché totalement déconnecté des réalités et dirigé par les diktats de la grande distribution ?

Pire, votre politique nationale est difficilement compréhensible, à l'image de ce qu'il se passe en ce moment avec le projet de loi relatif à la biodiversité, qui ajoute, de manière insidieuse, de nouvelles normes à nos agriculteurs...

M. le président. Merci, monsieur le député !

La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

M. Stéphane Le Foll, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.* Je souhaite tout d'abord m'associer à vos vœux de prompt rétablissement de Thierry Benoit : s'il nous regarde, le ministre lui adresse tous ses vœux de prompt rétablissement !

Vous avez évoqué mes propos sur les libéraux : ces derniers ont pour principe de considérer que le marché doit finir par régler les problèmes qui se posent. Il se trouve qu'en agriculture, le marché, alors que nous sommes déjà en excédent de production, a conduit à des baisses de prix, et que ces baisses de prix suscitent chez certains l'idée qu'il faut, pour compenser la baisse, continuer à augmenter la production. Or si on continue comme cela, les prix poursuivront leur baisse et la production continuera d'augmenter : c'est insoutenable !

Ce n'est pas le ministre socialiste de l'agriculture qui le dit : un comité d'experts du lait, au niveau de la Commission européenne, affirme également que cette situation est insoutenable.

Vous avez ensuite évoqué un certain nombre de pistes. Vous avez constaté que nous avons, avec le Premier ministre, mis la pression sur les industriels et sur la grande distribution. Dans ces négociations, chacun se renvoie la balle en disant d'un côté « C'est la grande distribution ! » et de l'autre « Ce sont les industriels ! » – résultat des courses : ce sont les agriculteurs qui payent !

M. Christian Jacob. C'est peut-être parce que le ministre est absent de Bruxelles !

M. Stéphane Le Foll, *ministre.* Il y a donc un moment où il faut agir et c'est ce que nous avons fait. Ainsi que les producteurs laitiers l'ont dit ce matin, il y a eu des négociations, sur lesquelles nous avons mis l'accent pour arrêter la baisse des prix. Il semble aujourd'hui, pour les informations que j'en ai – il faudra bien vérifier tout cela, aussi je le dis avec prudence –, que cette baisse continue des prix a été stoppée : c'est un point important.

Mais il faut poursuivre et tenter d'avancer à l'échelle européenne. C'est tout le travail qui est engagé depuis le 14 février, quand j'ai obtenu cette discussion sur la crise, et qui aboutira le 14 mars à un Conseil européen où la Commission européenne devra faire des propositions qui, dans ce domaine, doivent rejoindre ce que la France propose depuis le mois de septembre 2015.

M. Christian Jacob. Il faudrait pour cela que le ministre soit présent à Bruxelles !

M. Stéphane Le Foll, *ministre.* Voilà, monsieur le député, les objectifs que nous nous fixons et sur lesquels nous devons aboutir. Le commissaire européen rencontrera cet après-midi toutes les organisations professionnelles.

Données clés

Auteur : [M. François Rochebloine](#)

Circonscription : Loire (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3679

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 mars 2016](#)